

OUTILS DE GESTION ET DE PLANIFICATION
12.7 - Des outils et des hommes pour une gestion intégrée des zones côtières
IFREMER

 mise à jour: **04/05/2015**
Sujets traités/De quoi s'agit-il ? Cocher les cases concernées

<input checked="" type="checkbox"/> Evaluation	<input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic
<input type="checkbox"/> Protection	<input type="checkbox"/> Etat de conservation, hiérarchisation des enjeux
<input type="checkbox"/> Réglementation	<input checked="" type="checkbox"/> Programme opérationnel
<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance	<input type="checkbox"/> Responsabilité
<input type="checkbox"/> SIG	<input type="checkbox"/> Suivis
<input type="checkbox"/> Bases de données	<input type="checkbox"/> Gestion
<input type="checkbox"/> Animation	<input type="checkbox"/> Communication/sensibilisation
<input checked="" type="checkbox"/> Autres approches d'élaboration du PG	<input type="checkbox"/> Recherche
<input type="checkbox"/> Milieux concerné(s) : Littoral	<input checked="" type="checkbox"/> Milieu marin

- [Contexte et historique de la démarche](#)
- [Constats partagés](#)
- [Problématiques/enjeux](#)
- [Objectifs](#)
- [Gouvernance](#)
- [Description détaillée](#)
- [Intérêts](#)
- [Facteurs de réussite](#)
- [Evaluation et suivi](#)
- [Coûts et financements](#)
- [Bilan](#)
- [Perspectives](#)

Contexte et historique de la démarche

Initiative conjointe et multidisciplinaire prise entre une dizaine de chercheurs/praticiens de la gestion intégrée des zones côtières appartenant à l'IFREMER, l'IRD, le CNRS, le CIRAD et le Conservatoire du Littoral, sous l'égide du Secrétariat français auprès de la COI/UNESCO.

Le guide a été progressivement élaboré à travers des échanges (plus de 15 réunions en 2 ans) qui, partant d'abord de mises au point approfondies sur les perceptions respectives et naturellement divergentes entre disciplines, se sont petit à petit structurées pour aboutir à la construction du guide qui a été publié. Outre ce travail interdisciplinaire (sciences de la nature/sciences de la société), il a été fait appel aux expériences menées par chacun sur le terrain pour ensuite les analyser selon un processus commun. Les initiatives/expériences de terrain ainsi analysées ont ensuite été utilisées pour illustrer chaque étape du processus de planification.

Constats partagés

- Nécessité d'intégrer dans une démarche commune de gestion et de développement des enjeux qui paraissent souvent opposés (complexité des interactions phénomènes naturels et anthropiques dans les zones côtières).
- Le travail de préparation du guide pourrait en fait être comparé à un processus participatif de préparation et de mise en œuvre d'un projet/plan de gestion partagé.
- Quelle que soit la qualité du guide, c'est la réalité du terrain qui s'impose et le sens stratégique des praticiens pour remettre en contexte et enrichir le contenu du guide.

Problématiques/enjeux

- Développement des processus de gestion participative des habitats et ressources côtières en partant du constat que les problèmes de gestion des ressources sont liés aux formes de gouvernance

Objectifs

- Appropriation du processus et donc du produit final qu'est le plan de gestion

Gouvernance

✓ Animation

Un exemple d'application : Gestion des ressources et des habitats côtiers (CHARM) en Thaïlande

- Co-direction entre un expert européen et un expert Thaïlandais (Département des Pêches)
- Accord financier UE/Gouvernement Thaïlandais (Ministère de l'Agriculture, des Pêches et Coopératives)

✓ Partenaires du programme

PARTENAIRES TECHNIQUES	PARTENAIRES FINANCIERS
<ul style="list-style-type: none">• Département des Pêches (Thaïlande)• Agriconsulting (Bureau d'étude européen)	<ul style="list-style-type: none">• Gouvernement Thaïlandais• Commission Européenne

Description détaillée

Le projet CHARM était un projet de 5 ans (2002-2007) du Gouvernement thaïlandais soutenu par l'Union Européenne. Son objectif principal visait le développement des processus de gestion participative des habitats et ressources côtières en partant du constat que les problèmes de gestion des ressources sont liés aux formes de gouvernance.

Parmi les diverses formes de gouvernance, les réseaux auto-organisés sont considérés comme étant particulièrement adaptés à la gestion d'un ensemble de ressources communes. Cela inclut la transformation progressive du système de gouvernance qui est au cœur des collectivités territoriales, basé sur la mise en réseau des organisations (réseaux) des secteurs publics et privés et les arrangements institutionnels qui vont avec. Au-delà de ce que l'on appelle la gestion communautaire (groupes villageois), le projet visait le développement du dialogue et de la communication tout au long du processus de gouvernance et de gestion et à travers la promotion de réseaux auto-gérés (institutions et individus) dans le sud de la Thaïlande, notamment dans les baies de Phang Nga (Mer d'Andaman) et de Ban Don (Golfe de Thaïlande) dans plus de 40 municipalités côtières et sous-districts distribués sur 5 provinces.

Un événement majeur, auquel il a fallu s'adapter, est survenu au cours du projet : le tsunami de décembre 2004 qui a frappé cruellement les côtes de la mer d'Andaman. Le projet a immédiatement mis sur pied un plan de réhabilitation et de développement des zones touchées en partenariat avec les autorités locales, les ONGs et les communautés locales, dans le but de renforcer leur capacité propre à venir en aide aux populations affectées. Cette capacité d'adaptation du projet lui a permis de gagner la confiance et ainsi présenter une image positive de projet qui « fait ce qu'il dit » à travers la négociation et le principe de l'apprentissage collectif, ensemble avec les populations et autorités locales.

De proche en proche, du local vers le régional puis le national, le projet a contribué à mettre en place des plans de gestion et leurs arrangements institutionnels de mise en œuvre jusqu'à l'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable des zones côtières de Thaïlande.

Intérêts

N/A

Facteurs de réussite

- Double approche : descendante (haut vers le bas) et ascendante (bas vers le haut)
- Plans d'action concrets répondant aux besoins des usagers locaux et associant les autorités locales
- Projets locaux de démonstration et mise en réseau des groupes concernés pour passage à une échelle supérieure
- Arrangements institutionnels locaux (liant groupes d'utilisateurs et autorités locales)

Evaluation et suivi

Tableau d'indicateurs (cadre logique), rapports trimestriels et annuels, trois évaluations extérieures dont une finale

Coûts et financements

PROJET	COÛT	FINANCEURS	HAUTEUR DU FINANCEMENT
		<ul style="list-style-type: none">• Gouvernement Thaï• Europe	<ul style="list-style-type: none">• 50%• 50%

Bilan

POINTS FORTS	LIMITES
✓ Plans d'action concrets répondant aux besoins locaux	x Suivi difficile du fait de la multiplicité des actions et des acteurs

✓ Association des autorités locales	x Point 0 insuffisamment couvert pour un suivi comparatif efficace
-------------------------------------	--

Perspectives

Les sites les plus actifs et les mieux organisés (appropriation de la démarche à travers les arrangements institutionnels basés sur l'existant et le développement de formes de micro-crédit) continuent aujourd'hui à fonctionner après avoir développé leurs propres plans de gestion multi-secteurs (y compris la protection des habitats et des ressources).

Tous droits réservés © - Propriété de l'AFB